

REMARQUES SUR LA CROISSANCE BOURGUIGNONNE PRINCIPALEMENT AU XIX^e SIECLE

Le but de cet exposé est de présenter les recherches en cours entreprises par la section d'histoire économique de l'Université de Dijon concernant la croissance économique de la Bourgogne aux XIX^e et XX^e siècles. Il s'agit d'un ensemble encore bien modeste et qui n'est qu'un point de départ. Nous laissons d'ailleurs à l'auteur du seul travail mené jusqu'à son terme à ce jour, M. Viallon, professeur à l'E.N.S.S.A.A., le soin d'exposer lui-même les conclusions auxquelles il est parvenu concernant la croissance agricole. Il est nécessaire d'insister sur le fait que M. Viallon a calculé le premier indice de production à long terme pour cette région et que sa thèse constitue donc la première pierre, ou plutôt le premier corps de bâtiment, d'un édifice qui sera l'histoire quantitative de la Bourgogne. Précisons que nous adoptons la définition administrative actuelle de la Bourgogne, sans entrer dans le débat concernant la justification historique de ce découpage. Les autres éléments que nous utiliserons ici sont constitués, pour ce qui concerne les chercheurs qui se rattachent à la section d'histoire économique, par (1) les travaux, non encore publiés car ils sont le sujet de sa thèse, de Mme David, professeur agrégé au lycée de Gray, sur la croissance industrielle (2) ; plusieurs mémoires de Maîtrise et particulièrement ceux de MM. Dal Bello, Jean-Marc Cenini, Alain Damichel et de Mlle Sophie Gauthier ; (3) les travaux de M. Philippe Jobert ; (4) les conclusions que l'on peut tirer, à ce jour, d'une enquête entreprise dans le cadre du Centre d'études régionales de Bourgogne concernant les sociétés commerciales fondées en Côte-d'Or au cours du XIX^e siècle.

Dans un premier temps, nous tenterons de caractériser l'économie bourguignonne, en insistant sur le secteur industriel d'après

les sources statistiques imprimées qui sont, d'une part, le recensement de 1954 et, d'autre part, l'enquête industrielle de 1860-1865. Ces deux documents ont fait l'objet de plusieurs études d'économie régionale que nous utiliserons. Dans un deuxième temps, nous exposerons les premières réponses qu'apportent aux questions que ces données statistiques amènent à se poser les recherches que nous venons de citer. Il s'agit donc d'un bilan tout à fait provisoire et dans lequel l'abondance des chiffres ne doit pas faire illusion.

I. — *Le profil de l'économie bourguignonne vers 1950-1960
comparé au profil de 1860-1865*

La Bourgogne apparaît dans les années 1950 comme une région relativement riche, à faible niveau d'industrialisation, mais dont la structure industrielle est orientée vers des secteurs d'avenir. Ces trois affirmations résultant des constatations statistiques suivantes. La population bourguignonne, d'après le recensement de 1954, représente 3,2 % de la population française, sa population active 3,1 %. D'après les études régionales publiées par l'I.N.S.E.E. pour l'année 1951, cette région fournissait 2,7 % du « produit départemental » total et recevait 2,7 % du « revenu disponible ». Les services de l'I.N.S.E.E. avaient également, à l'époque, calculé un « indice d'activité », qui rassemble une série de données portant sur les années 1946, 1947 et 1948 concernant la population active, industrielle et tertiaire, la consommation d'énergie électrique, de charbon, le nombre des voitures utilitaires et des données fiscales, et regroupées dans un indice global correspondant à la médiane des différents indices multipliée par un facteur de façon à obtenir un total égal à 100 pour l'ensemble des départements. L'indicateur d'activité bourguignon représente 2,5 % du total. En 1962, d'après les données de Michel Queleu, sur une base 100 pour l'ensemble de la France, le revenu disponible par habitant est à l'indice 92,1 en Bourgogne. L'indice maximum est celui de la région parisienne avec 145,4, mais la seconde région est la Picardie avec un indice 100, le minimum étant le Poitou-Charentes avec 78,7. La Bourgogne se trouve donc plus proche de la région la plus « riche », que de la moins « riche ».

Ce niveau de développement doit être comparé à la structure de la population active.

STRUCTURES DE LA POPULATION ACTIVE EN 1954

	Bourgogne	France	Part de la Bourgogne dans le total français (= 100)
Agriculture	35,1 %	26,8 %	3,8 %
Industrie	23,6 %	28,7 %	2,6 %
Bâtiment, travaux publics	5,5 %	6,6 %	2,6 %
Tertiaire	35,8 %	37,9 %	2,9 %
TOTAL	100,0	100,0	3,1 %

La Bourgogne a donc un pourcentage de population agricole sensiblement supérieur à celui de la France, un pourcentage de population industrielle, y compris le bâtiment et les travaux publics, inférieur et un pourcentage de population tertiaire à peu près égal. Son profil n'est pas celui d'une région désindustrialisée ; elle est aussi éloignée du type agricole de l'Ouest que du type du Nord-Est. Elle constitue cependant, dans la partie Est de la France, une zone de basse pression industrielle. En effet, si l'on qualifie « Est français » une zone comprenant le Nord, la ZEAT de l'Est, la Champagne, la Picardie, la Haute Normandie, la Bourgogne, la Région Rhône-Alpes, la Provence-Côte d'Azur, on voit que la Bourgogne est la région la moins industrielle, puisqu'elle a le plus faible pourcentage de population active industrielle (y compris bâtiment et travaux publics) de toutes ces régions avec 29,1 %, alors que l'ensemble a un pourcentage de 42,2 % sans la Région Parisienne et de 42,8 % avec la Région Parisienne.

Mais cette industrie bourguignonne présente des particularités remarquables. Michel Quelennec, dans sa thèse intitulée « Analyse struturelle du développement économique des régions françaises », classe la Bourgogne dans un ensemble comprenant le Centre et l'Aquitaine, qu'il définit comme faisant partie de régions « attardées » en raison de certains archaïsmes de structure, parmi lesquels figure en bonne place la part de la population agricole, mais il la classe aussi, avec l'Auvergne et le Languedoc, dans la catégorie des « régions espoir » en raison de la structure de son industrie. Le tableau suivant permet de comparer la structure bourguignonne à celle de la France, de l'ensemble Nord-Est tel que défini plus haut et de la Bretagne.

La Bourgogne était donc caractérisée par un poids très lourd des industries intermédiaires, un poids assez faible des industries de consommation (41 % au lieu de 50 %) et un poids non négligeable, supérieur à celui des autres régions du Nord-Est sans

la Région Parisienne des industries d'équipement, parmi lesquelles se trouvent la plupart des industries de pointe.

STRUCTURES DE LA POPULATION ACTIVE INDUSTRIELLE EN 1954

	Bourgogne	France	Nord-Est (2)	Bretagne
Industries intermédiaires	42,1 %	29,3 %	35,0 %	17,9 %
Industries de biens de consommation	41,1 %	49,5 %	50,0 %	73,4 %
Industries de biens d'équipement (1) ..	16,8 %	21,2 %	15,0 %	8,7 %
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Il est donc utile de préciser, en suivant Michel Quelennec, cette spécificité industrielle bourguignonne. On appelle Coefficient régional d'un secteur donné le rapport entre le pourcentage bourguignon de la population active de ce secteur dans la population active totale et le pourcentage français. Ce coefficient, qualifié aussi de spécificité par certains auteurs, rend compte de la déformation régionale de la structure industrielle par rapport à la structure française. S'il est supérieur à 1, cela signifie que la région a une structure d'emploi déformée en faveur de cette activité, s'il est inférieur c'est l'inverse. On peut donc classer les secteurs en deux catégories : ceux où le coefficient est inférieur à 1, ceux où il est supérieur. Parmi les premiers, il faut noter la présence des industries chimiques (0,80) et surtout des automobiles et cycles (0,43), le textile (0,37) et l'habillement (0,77). Les secteurs où le coefficient est égal ou supérieur à 1 sont les industries agricoles et alimentaires (1), les minerais de fer et produits sidérurgiques (1,67), les machines et appareils mécaniques (1,07), les matériaux de construction (1,67) et les produits de l'industrie du bois (1,43). On voit que cette structure est largement le reflet des implantations de grosse industrie en Saône-et-Loire. Ce département regroupait 37 % de la population active bourguignonne, mais 44 % de la population active industrielle. Dans les autres départements, les écarts sont inverses³.

La première question que l'on doit se poser est de savoir si ces particularités bourguignonnes sont récentes ou anciennes, si en

(1) On trouvera une définition de ces termes dans « La Fresque historique du système productif » publiée par l'I.N.S.E.E.

(2) Sans la Région Parisienne.

(3) Cf. le tableau de la page suivante.

d'autres termes, elles résultent d'un retard ancien, déjà en place 100 ans plus tôt, ou si, au contraire, cette région a souffert d'un processus de désindustrialisation depuis 100 ans. Ce second point de vue est, à première vue, tentant car, d'une part, nul n'ignore l'importance de la sidérurgie côte-d'orientienne sous la Monarchie de Juillet, puisque naquit dans ce département l'une des premières grandes entreprises du secteur, la firme de Châtillon-Commentry et, d'autre part, M. Michel Hau a récemment consacré sa thèse à une région voisine, la Champagne-Ardenne, qui appartient, comme la Bourgogne, à la couronne parisienne. Or M. Hau divise la période 1800-1960 en trois : croissance soutenue, fondée sur une industrialisation rapide, jusque dans les années 1860 ; stagnation jusqu'au début des années 1950, fondée sur une désindustrialisation relative ; reprise depuis de nouveau fondée sur l'industrialisation. Un tel schéma est-il applicable à la Bourgogne ?

RÉPARTITION DE LA POPULATION TOTALE, DE LA POPULATION ACTIVE TOTALE
DE LA POPULATION ACTIVE INDUSTRIELLE ENTRE LES QUATRE DÉPARTEMENTS
BOURGUIGNONS EN 1954

	Population active industrielle	Population totale	Population active
Côte-d'Or	24,2 %	26,0 %	24,8 %
Nièvre	16,0 %	17,5 %	16,5 %
Saône-et-Loire	43,7 %	37,2 %	40,0 %
Yonne	16,1 %	19,3 %	18,7 %
TOTAL	100,0	100,0	100,0

L'étude de l'enquête industrielle de 1860-1865 permet à Michel Quelennec de classer la Bourgogne parmi les « régions attardées », au même titre que l'Aquitaine ou la région Poitou-Charentes, mais aussi parmi les régions riches. Sur une base 100 pour la France, l'indice du revenu disponible bourguignon s'établit à 101, le maximum atteint par les régions autres que la Région Parisienne étant 123 (Haute-Normandie) et le minimum 62 (Bretagne). On notera que, durant les 100 ans, les écarts qui séparent la région la plus riche de la moins riche se sont très fortement réduits. Mais la position bourguignonne s'est détériorée : au lieu d'être la septième région, elle est la onzième. Pourtant M. Quelennec classe la Bourgogne d'alors parmi les régions « attardées », car il prend en considération le pourcentage des salariés dans la population active totale car, écrit-il, « le nombre de salariés industriels est sans doute plus représentatif de l'indus-

trialisation réelle » que celui des actifs industriels. Or le pourcentage n'est que de 4,9 % en Bourgogne, le pourcentage minimum étant celui de la Bretagne (2,7 %) et le maximum étant celui atteint à la fois par le Nord et l'Alsace (19 %).

Il faut cependant faire trois observations : tout d'abord, la notion de population active industrielle n'est pas entièrement dénuée de signification. Or son pourcentage en Bourgogne atteint, selon Mme David, 24,6 %. De plus, la valeur ajoutée industrielle bourguignonne représente 4,34 % de la valeur ajoutée industrielle totale sans Paris, chiffre assez proche de celui du pourcentage de population totale sans Paris (4.84 %). Enfin, vers 1860, la Bourgogne est « spécialisée dans une industrie d'avenir ». Les « industries de base » représentent 54,4 % des activités industrielles bourguignonnes. Le tableau suivant juxtapose les données établies par Mme David en ce qui concerne la répartition de la population active en Bourgogne et celles établies par M. Toutain pour la France en 1866.

RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE INDUSTRIELLE EN 1866

En Bourgogne (Mme DAVID)		En France (M. TOUTAIN)	
Mines et carrières	9,2 %	Energie	1,5 %
Métallurgie, travail des métaux	9,5 %	Industrie extractive	2,3 %
Verre, céramique	3,7 %	Travail des métaux	11,2 %
Matériaux de construc- tion, B.T.P.	21,2 %	Bâtiment	13,7 %
Alimentation	17,3 %	Alimentation	6,7 %
Textile	6,3 %	Textile - Habillement (y compris travail des étoffes et cuir)	47,7 %
Travail des étoffes	26,3 %	Bois-Ameublement	13,8 %
Cuir et peaux	0,6 %	Chimie	0,9 %
Bois et Ameublement ..	4,6 %	Papier	1,7 %
Lettres et Polygraphie ..	1,0 %	Divers	0,5 %
Chimie	0,5 %		

Dès cette époque, certains traits caractéristiques de l'industrie bourguignonne en 1954 sont dessinés. La faiblesse du textile (et non pas de l'habillement, qui groupe une grande quantité d'activités à caractère artisanal) est notoire. Elle explique en très grande partie la faible industrialisation de la région lorsqu'on prend en compte les seuls salariés. Les grandes régions industrialisées de l'époque sont les régions textiles (Nord et Alsace). Il faut noter également la faiblesse des industries du bois, qui ne se retrouve pas en 1954, celle de la chimie, celle des cuirs qui, elles, se retrouvent. On notera par contre la puissance des industries ali-

mentaires, dont le coefficient a fortement décliné par la suite (passant de 2,6 à 1 en 1954), celle des industries extractives, qui ont subi la même évolution, celle enfin des industries du travail des métaux, qui s'est beaucoup accentuée depuis, puisque leur coefficient, proche de 1 en 1866, est devenu fortement positif.

II. — *L'évolution des secteurs et particulièrement de la sidérurgie*

Pour comprendre ces modifications structurelles, il convient de scruter plus avant l'évolution des différents secteurs. En fait, il n'est possible aujourd'hui de le faire avec une certaine précision, d'ailleurs toute relative, que pour la sidérurgie. Cependant, Mme David, reprenant les recensements de population active depuis 1866, a établi une série de population active industrielle par secteur. De ses chiffres, qui nécessitent une analyse beaucoup plus poussée, semblent, en première impression, se dégager les conclusions suivantes. De 1856 à 1866, tous les secteurs sont en expansion, sauf la chimie et le textile. De 1866 à 1896, sont en expansion la métallurgie, les mines et carrières, le verre, les cuirs et peaux, le bois et, pour des chiffres plus faibles il est vrai, la chimie ; sont en recul les matériaux de construction, l'alimentation, le textile et l'habillement. On voit que la révolution des transports, dont les effets sélectifs se sont développés à cette époque, n'a pas condamné seulement les vieilles sidérurgies côted'orienne et nivernaise, mais aussi certaines industries, à caractère sans doute fortement artisanal, liées aux besoins de consommation locale. Mais le fait caractéristique est aussi le développement d'« industries de base », c'est-à-dire non entièrement liées à ces besoins. On doit donc admettre une reconversion au moins partielle de l'économie bourguignonne à la fin du XIX^e siècle.

Par contre, de 1896 à 1955, tous les secteurs stagnent ou déclinent, sauf la métallurgie. Peut-on parler d'un effondrement de la petite industrie bourguignonne ? Pour le moment, et en attendant les analyses plus approfondies de Mme David, on doit se contenter de constater les faits suivants : 1) La date du recensement, correspondant au maximum atteint par la population active du secteur, se situe pour les secteurs « légers » (cuirs et peaux en 1896, bois en 1896, polygraphie en 1886) et les mines (1886) à la fin du XIX^e siècle, pour les secteurs « lourds » (métallurgie, verre) en 1921 ; 2) La chute s'est accélérée après 1931. Le tableau suivant fournit quelques-unes des données qui permettent de tirer ces conclusions provisoires.

POPULATION ACTIVE EN BOURGOGNE (EN MILLIERS)
(Chiffres fournis par Mme DAVID)

	Mines et carrières	Métallurgie	Verre	Matériaux B.T.P.	Alimentation	
1856	11,2	11,3	4,4	31,9	22,1	
1866	15,0	15,6	6,1	34,5	28,3	
1896	18,1	30,6	9,6	23,5	15,6	
1931	18,7	52,8	?	?	17,1	
1955	13,9	50,2	6,7	39,0	15,3	
	Textile	Travail des étoffes	Cuirs et peaux	Bois	Chimie	Poly- graphie
1856	11,6	38,7	1,1	6,9	1,4	0,7
1866	10,0	43,0	1,1	7,4	0,6	1,7
1896	8,2	41,7	8,8	29,9	9,2	2,0
1931	8,5	27,1	6,1	21,3	?	2,8
1955	13,8	13,8	5,2	8,3	6,7	?
1963						3,2

Chacun de ces secteurs mérite une étude particulière. Il est clair, de toute manière, que le processus de « désindustrialisation » des campagnes ne s'est pas déroulé selon un processus simple. Qu'entre les industries rurales et artisanales du début du XIX^e et le développement de formes hautement concentrées et capitalistiques se sont interposées, en particulier dans les dernières années du XIX^e siècle, des formes intermédiaires. Seule, dans l'état actuel des choses, l'industrie sidérurgique peut faire l'objet d'une analyse un peu plus précise.

Du point de vue de l'histoire de la sidérurgie, le début des années 1860 est un « point tournant ». C'est l'époque où s'affirme le déclin de la sidérurgie côte-d'orientienne et le succès d'une sidérurgie nouvelle, celle de la Saône-et-Loire. Mme David a minutieusement analysé les données de la statistique de l'industrie minérale. On peut tirer de ses chiffres les conclusions suivantes en ce qui concerne les productions, les prix et les techniques. En 1835, la Bourgogne produisait 18 % de la fonte et 18 % du fer et de l'acier français. Jusque dans les années 1860, cette région s'est développée au même rythme que la France. En 1864, elle atteint son maximum de production de fer et d'acier pour tout le siècle avec 225 600 tonnes, soit 20 % de la production française. En 1874, elle atteint son maximum de production de fonte avec 183 000 tonnes, soit 14 % de la production française. Par la suite, un nouveau maximum fut atteint pour la fonte en 1910 avec 121 800 tonnes, soit le chiffre de 1863, pour le fer et l'acier en 1910 (227 000), 1918 (400 000) et 1928 (277 000

tonnes). Une reprise s'est produite dans les années 1950 qui a atteint son maximum en 1966 avec 1 400 000 tonnes, soit 2,5 % de la production française. Cette évolution, bien connue, s'explique largement par la perte progressive de compétitivité des deux sidérurgies bourguignonnes, celle de la Côte-d'Or et de la Nièvre d'abord, puis celle de Saône-et-Loire. Jusqu'aux années 1870, les prix bourguignons restent inférieurs à la moyenne des prix français, certaines sidérurgies étant plus « retardées » encore que celle de cette région. Mais, par la suite, l'écart est défavorable à cette région, et très fortement. C'est ainsi qu'en 1911 l'acier Thomas vaut 276 F la tonne en Bourgogne et 206 F en France. La Bourgogne est devenue une région à sidérurgie chère, même pour les productions de fer et d'acier de Saône-et-Loire, après les années 1870. C'est l'époque à partir de laquelle la mise en place des réseaux de chemin de fer a développé tous ses effets, en intensifiant les concurrences interrégionales.

Pourquoi les coûts bourguignons étaient-ils trop élevés ? Il faut distinguer entre la fonte d'une part, le fer et l'acier d'autre part. La quasi disparition de la production de fonte en Bourgogne s'est réalisée en deux étapes : la première fut la disparition de la fonte au bois côte-d'orienne dans les années 1860, que M. Dal Bello a cartographié de manière assez saisissante (cf. annexe) dans son mémoire de maîtrise, d'après des données extraites des archives départementales. La seconde étape fut celle de la disparition, dans les années 1880, de la fonte de Saône-et-Loire. La légère reprise de 1911 est strictement limitée à ce département, dont les hauts fourneaux s'éteignirent en 1941. En 1835, 62 % des 48 500 tonnes produites en Bourgogne le sont en Côte-d'Or et 89 % sont de la fonte au bois. La fonte au bois atteint son maximum de production en 1847 (57 600 tonnes). Une stabilisation se produit alors jusqu'en 1857. En 1858, la production de fonte au coke rattrape celle de la fonte au bois. Cette production disparaît à jamais dès 1860 en Saône-et-Loire, en 1868 dans la Nièvre, en 1876 en Côte-d'Or. En 1874, la production de fonte est à 97 % de la fonte au coke.

Les raisons naturelles et techniques de cette évolution ont été examinées par de nombreux auteurs et nous n'y reviendrons pas ici. Dès 1846, l'ingénieur des mines de Côte-d'Or écrivait : « Il n'y a... aucune grande amélioration nouvelle à constater dans les procédés de fabrication. Au point de vue purement métallurgique, nos maîtres de forges ont vécu sur leurs anciens progrès, sur leurs résultats acquis, sauf quelques perfectionnements de détail. »

La belle période du fer bourguignon va de 1835 à 1864. Dès

1835, il s'agissait pour les trois cinquièmes de fer à la houille, produits en Côte-d'Or, pour l'essentiel selon la méthode champenoise, ou en Saône-et-Loire, selon la méthode du fer puddlé pour 65 % de la production. La Bourgogne dispose en fait alors d'une sidérurgie assez « avancée » puisque ce pourcentage des trois cinquièmes est supérieur au pourcentage français. En 1863, 73 % de la production de fer est fabriquée à l'aide de coke. Le fer au bois est encore fabriqué dans la Nièvre, qui produit les trois quarts du fer au bois bourguignon. La Saône-et-Loire fournit 51 % du fer marchand à la houille et 70 % des rails en fer produits en Bourgogne, soit 26 % de la production française. La croissance s'est donc accompagnée d'une redistribution au profit de la Saône-et-Loire (14 % de la production régionale en 1836 et 62 % en 1864) et aux dépens de la Nièvre (43 % en 1836 et 23 % en 1864). Ce fut donc la « belle époque » du fer bourguignon, liée à la production de rails en fer en Saône-et-Loire et fondée sur la technique du puddlage.

La substitution de l'acier au fer dans la plupart des usages, et en particulier pour les rails, fut le fait majeur de l'histoire sidérurgique à partir des années 1860. La Saône-et-Loire a réalisé une reconversion seulement partielle. La part du fer dans la production passe à 50 % en 1894, à 15 % en 1911. Ce département fournit 93 % de l'acier bourguignon. Mais la concurrence de la Lorraine était insurmontable.

Cependant, comme l'a signalé M. Doré lors du colloque de l'Association interuniversitaire de l'Est qui s'est tenu à Metz en novembre 1972, le problème n'est pas seulement de faire l'inventaire des handicaps — et ils sont nombreux — qui condamnaient cette activité en Bourgogne dès lors que l'économie prenait une dimension nationale et internationale pour les produits les plus lourds, mais il est aussi de savoir pourquoi les entrepreneurs bourguignons n'ont pas réalisé, ou n'ont qu'en partie réalisé, une reconversion. Cette reconversion fut en effet limitée pour l'essentiel, en ce qui concerne la sidérurgie proprement dite, aux usines du Creusot, aux forges de Geugnon et aux aciéries d'Imphy, et en ce qui concerne la transformation des métaux aux usines du Creusot et à une série d'établissements de moyenne dimension : tréfileries de Grancey, Chamesson et Velars, ateliers de Montbard, La Canche, Châtillon-sur-Seine. « Ces établissements, note M. Doré, sont loin de remplir le rôle économique et social des forges et hauts fourneaux du XIX^e siècle. »

Pour comprendre ces quelques réussites et ces échecs, il convient d'utiliser d'autres sources.

C'est ainsi que pour expliquer des phénomènes tels que ceux du Creusot ou d'Imphy, seules les archives de ces firmes pourront fournir des réponses satisfaisantes.

Le Creusot avait, grâce à la production des locomotives, orienté ses activités hors du strict domaine sidérurgique dès les années 1830 et grâce à elle aussi développé une qualification qui lui permit de jouer un rôle éminent dans la production des « fabrications spéciales », d'armement entre autres, pour lesquelles son savoir-faire sidérurgique fut décisif. M. Beaud a entrepris une thèse de doctorat en utilisant les archives de la firme, qui replacera l'histoire des usines du Creusot dans le cadre plus vaste de la stratégie de cette entreprise.

L'orientation d'Imphy vers les aciers spéciaux fut définie dans les années 1880. C'est en 1881 que fut arrêtée la production des rails et installé un four Martin pour l'élaboration des aciers à ressort, c'est en 1887 qu'eurent lieu les premières tentatives de préparation d'aciers au nickel à Imphy, en même temps d'ailleurs qu'au Creusot. L'usine développa alors des techniques de production hautement scientifiques.

Il est clair que cette orientation de l'usine d'Imphy ne peut se comprendre que replacée dans le cadre plus général de la stratégie de la Société Commentry-Fourchambault et Decazeville, dont elle fait partie.

Il est clair aussi que dans ces deux cas les milieux humains locaux n'étaient pas indifférents. Un « savoir-faire » ouvrier existait sur place, qui permit ces reconversions.

Mais l'historien doit *se pencher sur les échecs autant que sur les réussites*, il doit *se préoccuper du sort de la petite entreprise autant que de celui de la très grande*, il ne doit pas oublier enfin que la réussite ou l'échec d'un ensemble régional dépend non seulement de la réussite de telle ou telle vaste unité de production, mais aussi de *l'existence ou de la non-existence d'un réseau cohérent assurant la circulation et la mobilisation des capitaux*. Or sur ces trois points, les travaux en cours ou achevés des historiens économistes dijonnais commencent à apporter les premières réponses ou à ouvrir de nouvelles interrogations.

M. Philippe Jobert a entrepris un dépouillement exhaustif des dossiers de faillite, qui doivent permettre de comprendre les échecs. Il a déjà fourni une analyse de la faillite de la banque Bouault, intervenue en 1842, qui représente une étape malheureuse dans l'histoire de la banque et de l'industrie côte-d'oriennes. La maison Bouault avait voulu devenir « banquier de l'industrie en

mobilisant puis en diffusant les capitaux d'une société pourtant attachée aux placements immobiliers ». Mais elle ne put survivre à la crise de 1839, qui rendit les principaux clients industriels insolvable et ne permit pas de « réaliser l'actif investi en participations ». La faillite a certes sanctionné « la confusion entre les moyens d'une banque de dépôt et les ambitions d'une banque d'affaires », mais le lecteur de Ph. Jobert ne peut s'empêcher de songer que la fragilité de l'établissement résulte de la fragilité des clientèles.

On voit, à partir de cet exemple, tout ce que l'on peut attendre du travail entrepris par Ph. Jobert, qui doit s'attaquer aux faillites sidérurgiques. Parmi celles-ci figure celle, en 1862, de la firme Thoureau, qui a fait l'objet d'un premier travail exploratoire dans le cadre du mémoire de maîtrise de M. Dal Bello déjà cité. Il s'agit d'un dossier considérable. La firme Thoureau, ou « Société des forges et hauts fourneaux de la Côte-d'Or », était le résultat d'une série de regroupements débutés en 1843 et achevés en 1854, qui aboutirent alors à rassembler en un seul ensemble les installations les plus importantes des vallées de l'IGNON, du Suzon et de l'Ouche. Thoureau (usine de Velars et du Val Suzon, bail des forges de Cussey et Marey entre autres) s'associait ainsi avec le marquis de Courtivron (usine de Tarsul), le banquier Marion (usines de Diénay), la famille Noël (usine de Villecomte). La Société formée, au capital de six millions de francs, achète de nouvelles installations en 1855-1856 et s'engage dans d'importants investissements. Cette politique s'explique par le fait que, de l'avis de Thoureau lui-même, en 1857 l'avenir de la fonte au bois « restait entier ». « Nous pensons, Messieurs, déclarait-il à ses actionnaires en 1856, que les hauts fourneaux alimentés au charbon de bois n'ont rien à redouter de l'avenir »...

III. — *Les créations de sociétés en Côte-d'Or*

La connaissance des petites et moyennes entreprises, qui constituent la grande masse des affaires, peut être approchée à l'aide de plusieurs types de sources. M. Pierre Levêque, dans sa thèse de doctorat, récemment soutenue à la Sorbonne et intitulée « La Bourgogne de la Monarchie de Juillet au Second Empire » a utilisé, pour les deux départements de Côte-d'Or et de Saône-et-Loire, la statistique des patentés. Il s'agit là d'une approche tout à fait nouvelle. Il nous a paru, pour notre part, intéressant d'entamer le dépouillement des actes de société. Cette source est

évidemment plus limitée que les patentes, mais mérite une étude approfondie en raison de la nature des renseignements fournis : volume du capital rassemblé, nom et profession de ceux qui apportent des capitaux, définition de l'activité. Ils permettent de jeter un coup d'œil dans le vivier de la petite entreprise. Ce dépouillement est achevé en Côte-d'Or pour la période 1830-1895 (date au-delà de laquelle les dossiers ne sont plus accessibles), grâce à trois mémoires de maîtrise cités plus haut (J.-M. Cenini, Sophie Gauthier, Alain Damichel) et, pour la période 1870-1895 a un travail collectif mené à bien grâce au C.E.R.B. Les premières conclusions sont les suivantes :

1. — En ce qui concerne la périodisation du nombre des sociétés créées (cf. tableau n° 1 en annexe), comme dans l'ensemble de la France, la période de grande expansion fut la période 1830-1834/1860-1864. En 1830-1834, il s'est créé 34 sociétés ; en 1860-1864, 133. On peut comparer la Côte-d'Or à d'autres ensembles géographiques, grâce aux statistiques du Ministère de la Justice, à partir de 1840-1844.

NOMBRE DE SOCIÉTÉS CRÉÉES EN MOYENNE ANNUELLE

	Côte-d'Or	Bourgogne	Rhône-Alpes	France
1840-1844	13	41	294	2272
1860-1864	26	72	480	3758
Accroissement	+ 100 %	+ 75 %	+ 63 %	+ 65 %

La Côte-d'Or est donc plus dynamique que l'ensemble de la Bourgogne, qui l'est plus que l'ensemble de la France et que la région Rhône-Alpes et moins que la Région Parisienne (+ 90 %). Durant cette période, la Monarchie de Juillet est plus dynamique que la Seconde République et l'Empire autoritaire puisque la croissance est de 91 % en 10 ans jusqu'en 1840-1844, et de 100 % en 20 ans jusqu'en 1860-1864. Cette différence est due en partie seulement au ralentissement lié à la crise du milieu du siècle (+ 30 % de 1840-1844 à 1850-1854 et + 60 % environ de 1850-1854 à 1860-1864). Mais après 1860-1864 la décélération s'accroît. Pour la Côte-d'Or, on constate une quasi-stagnation puisqu'en 1890-1894 le nombre des sociétés créées est de 155, contre 133 en 1860-1864 (+ 16 %). Ce fait est général : la croissance est de 24 % en France et en Bourgogne, de 43 % en Région Parisienne, de 8 % en région Rhône-Alpes. Seule la Région Parisienne se distingue : l'opposition Paris/Province s'accroît.

2. — En ce qui concerne le capital rassemblé (cf. tableau n° 2 en annexe), la périodisation qui se dégage permet de mieux apercevoir l'importance de ce que l'on peut appeler le « boom » côte-d'orien de la Monarchie de Juillet. Il passe en effet de 2 millions de francs en 1830-1834 à 14 en 1835-1839. Dans ce chiffre figurent les 5 millions de francs de la « firme Bougueret, Couvreur, Landel et Cie » qui est l'embryon de Châtillon-Commentry. Il reste 9 millions. Le chiffre s'élève à 13 millions en 1840-1844.

Or la formation du capital sociétaire côte-d'orien semble atteindre à ce niveau une sorte de palier. Il s'élève certes à 27 millions en 1845-1849, mais ce chiffre comprend les 20 millions de la première société de Châtillon.

Il est de 9 millions en 1850-1854, de 10, 5 millions en 1855-1859, de 9 millions en 1860-1864, si l'on exclut les 30 millions de la S.A. des forges de Châtillon. Au-delà, le volume du capital rassemblé est de 13,5 millions en moyenne pour les deux quinquennats de 1865 à 1874 et s'élève à 21 millions pour les quatre quinquennats 1875-1894. Il n'existe aucun point de comparaison la statistique globale des capitaux n'étant connue qu'après 1889. Toutefois il est clair que, d'une part l'impression de ralentissement après les années 1840 se renforce, d'autre part les années 1875-1894 ont connu un certain élan qui porte la formation du capital sociétaire au double de ce qu'il était dans les années 1840-1860. Il convient donc de ne pas conclure trop hâtivement à une absence complète de tout effort de reconversion et d'adaptation.

3. — En ce qui concerne les activités (cf. tableau n° 3 en annexe), on peut faire les constatations suivantes :

a) La part des activités commerciales s'accroît jusqu'en 1860-1869 si l'on considère le pourcentage du nombre de ces sociétés dans le nombre total des sociétés créées : elle passe de 37,8 % en 1830-1839 à 48,5 % en 1860-1869. Elle diminue ensuite (43 % en 1870-1895). Si l'on considère la part de ces sociétés dans le capital total, en excluant Châtillon-Commentry, elle passe de 8 % en 1830-1849 à 25 % en 1860-1869, et avec Châtillon-Commentry de 4,5 % à 10,7 % en 1860-1869. Elle se maintient à 26,4 % en 1870-1895. Ce gonflement et cette stabilisation sont dus jusqu'en 1860-1869 à l'augmentation des sociétés se livrant au commerce des vins comme aux autres commerces. Mais, alors que les premières poursuivent leur développement au-delà, leur part passant de 4,33 % en 1850-1859 à 14 % en 1860-1895, les autres commerces voient leur part diminuer fortement. Nous

voyons naître alors quelques-unes des grandes sociétés de commercialisation des vins, au moment d'ailleurs où elles développent une politique d'exportation : citons en 1862 Chanson Père et Fils, en 1861 Lalignant-Chameroy, en 1866 Breuillot, en 1889 Bouchard Père et Fils.

b) La part du secteur bancaire fut la suivante :

	PART DANS LE CAPITAL		PART DU NOMBRE DE SOCIÉTÉS
	Avec Châtillon Commentry	Sans Châtillon Commentry	
1830-1849	23,8 %	42,5 %	8 %
1850-1859		13,2 %	3,4 %
1860-1869	17,4 %	31,0 %	4,8 %
1870-1895		20,0 %	5,5 %

Le secteur bancaire n'a jamais cessé d'attirer les capitaux et c'est là que, en dehors de quelques sociétés industrielles de dimension exceptionnelle, nous trouvons les sociétés les plus importantes par la masse des capitaux rassemblés. Il n'est donc pas exact de décrire l'évolution bancaire comme se ramenant à un écrasement progressif de la banque locale par les banques nationales de dépôts. La banque locale eut de beaux sursauts. Mais deux observations s'imposent : à la profusion des petites banques cantonales de la Monarchie de Juillet succède une ambiance beaucoup moins créatrice dans les années 1850. Aucune entreprise de très grande envergure n'a été lancée après les grandes affaires des années 1830 et 1840. Les banques les plus importantes créées entre 1870 et 1895 (Banque générale de Crédit de Dijon 1875, Guiot et Cie 1877, Bon et Cie 1884, Banque de Bourgogne 1891) rassemblaient respectivement 5 millions, 3,5 millions, 1 million et 7,5 millions de francs.

c) Le secteur industriel maintient, durant toute la période, en ce qui concerne le nombre des sociétés créées, un pourcentage de 45 %. Quant au pourcentage du secteur dans le total des capitaux rassemblés, il a évolué de la manière suivante :

	PART DU SECTEUR INDUSTRIEL DANS LE CAPITAL RASSEMBLÉ	
	Non compris Châtillon-Commentry	Y compris Châtillon-Commentry
1830-1849	45 %	70,3 %
1850-1859		53,5 %
1860-1869	36 %	72 %
1870-1895		49,1 %

Ainsi le total des capitaux rassemblés tombe à 36 % (sans tenir compte de Châtillon-Commentry) en 1860-1869, après avoir atteint 53 % en 1850-1859. Mais il se redresse à 49 % en 1870-1895. Il n'y a donc pas de désindustrialisation complète de la Côte d'Or. La plus mauvaise période, ce sont les années 1860-1869. Durant la période 1870-1895, certaines tendances nouvelles se dégagent, qui ne sont pas entièrement négligeables. On note une certaine poussée des industries chimiques (6,7 %), des industries alimentaires (18,1 %), de la papeterie (affaire Montgolfier). Toutefois, on n'observe aucune percée dans le domaine des métaux et de l'outillage (3,3 %) et le textile reste indigent (1,2 %). D'autre part, les sociétés créées sont de petite taille. Parmi les plus grandes citons en 1882 la Société des carrières de Noiron à Châtillon, en 1891 la Stéarinerie à Dijon.

Au total, après le « boom » de la Monarchie de Juillet, dont l'échec de la banque Bouault illustre le caractère fragile, l'économie côte-d'orienne n'est pas parvenue à « décoller » réellement dans les années 1850-1859. Elle a épuisé ses forces dans un vain effort pour sauver une technique condamnée puisqu'une bonne part du capital rassemblé alors (près de 60 % du capital industriel, un tiers du capital total) l'a été pour financer la firme Thoureau.

On pourrait donc proposer la périodisation suivante de l'économie côte-d'orienne : la Monarchie de Juillet serait l'époque des illusions industrielles, le Second Empire celle des espoirs déçus et des combats d'arrière-garde, la République opportuniste celle des reconversions limitées. Mais il ne s'agit là encore que d'impressions.

Cet exposé n'appelle pas de conclusion. Nous nous contenterons de trois hypothèses.

1. Le handicap lié à l'existence d'une sidérurgie puissante fondée sur une technique condamnée a été aggravé par le retard pris dans la prise de conscience des phénomènes.

2. L'expérience bancaire malheureuse des années 1840 a certainement profondément marqué les milieux d'affaires bourguignons.

3. L'esprit d'initiative et d'entreprise n'a pas entièrement déserté cette province, qui a subi le même handicap après la mise en place du réseau de chemin de fer que la Champagne-Ardenne.

François CARON.

ANNEXE

Tableau n° 1. — NOMBRE DE SOCIÉTÉS CRÉÉES EN CÔTE-D'OR

Années		Années		Années	
1830-1834	34	1850-1854	84	1870-1874	110
1835-1839	58	1855-1859	120	1875-1879	126
1840-1844	65	1860-1864	133	1880-1884	141
1845-1849	67	1865-1869	114	1885-1889	145
				1890-1894	155

Tableau n° 2. — CAPITAL RASSEMBLÉ (MILLIONS DE FRANCS)

Années		Années		Années	
1830-1834	2,1	1850-1854	9,6	1870-1874	13,0
1835-1839	14,1	1855-1859	10,5	1875-1879	20,0
1840-1844	13,7	1860-1864	39,1 ²	1880-1884	26,1
1845-1849	27,7 ¹	1865-1869	14,0	1885-1889	19,3
				1890-1894	29,7

1. Dont « Forges de Châtillon-Commentry » 20 millions.

2. Dont « Société anonyme des Forges de Châtillon-Commentry » 30 millions.

Tableau n° 3. — ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS (nombre de sociétés - Pourcentages)

	1830-1849	1850-1859	1860-1869	1870-1885
Commerce non alimentaire	27,1	23	21	15,8
Commerce alimentaire non vineux	1,8	10,8	10,1	3,8
Commerce des vins ..	8,9	11,7	17,4	18,5
Plusieurs types de commerces				4,9
TOTAL DU COMMERCE	37,8	45,5	48,5	43,0
Textile	1,3	2		0,7
Industries extractives ..	1,8	5,5	4	1,2
Sidérurgie	11,6	2,9	0,8	0,1
Transformation des métaux	0,9	2,9	2,8	2,1
Outillage	1,3	2,0	4,5	2,7
Cuir	1,3	1,0	1,2	2,1
Bois	1,3	2,0	2,1	2,4
Chimie	3,5	3,4	1,6	4,5
B.T.P. et matériaux ..	5,8	4,9	4,9	6,6
Habillement	0,9	3,9	2,1	2,4
Alimentaire	10,7	7,8	13,8	9,8
Imprimerie	3	3,6	2,4	0,5
Luxe				0,5
Divers	0,9	3,4	4,9	11,6
TOTAL INDUSTRIE ..	46,2	44,7	45,1	48,8
TRANSPORTS	6,2	1,5	0,8	1,2
Banques	8,0	3,4	4,8	5,5
Assurances	1,3	4,9	0,8	
TOTAL FINANCES ..	9,3	8,3	5,6	5,5
Théâtres	0,4			
Services publics				1,5
	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau n° 4. — ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS (répartition du capital)

	1830-1849	1830-1849 ¹	1850-1859 ²	1860-1869 ³	1870-1895
Commerce non alimentaire	4,4	2,5	9,85	9	7,7
Commerce alimentaire non vi- neux	1,1	0,6	3,43	2	1
Commerce des vins	2,5	1,4	4,33	14	14,0
Plusieurs types de commerces ..					3,7
TOTAL COMMERCE ..	8,0	4,5	17,61	25 (10,7 avec Châtillon)	26,4
Textiles	0,3	0,2	0,49		1,2
Industrie extractive	3,2	1,8	4,97	2,0	1,2
Sidérurgie	32,8	62,4	33,31 ²	3,0 ³	0,1
Industrie des métaux	0,1	0,05	0,48	1,0	2,0
Outillage	0,3	0,2	1,62	1,0	3,3
Cuir	0,01		0,30	0,6	1,0
Bois	0,1	0,05	0,22	2,0	0,5
Chimie	0,4	0,2	2,05	2,0	6,7
Bâtiment	2,3	1,3	0,67	0,4	3,6
Habillement	0,2	0,1	0,84	1,0	0,6
Alimentaire	5,6	3,1	6,20	13,0	18,1
Imprimerie	0,7	0,4	1,96	2,0	0,7
Divers	0,94	0,5	0,44	8,0	10,1
TOTAL INDUSTRIE	44,95	70,3	53,55	36,0	49,1
Transports	1,7	0,9	0,14	0	1,5
Banques	42,5	23,8	13,26	31,0 (17,4 avec Châtillon)	20,0
Assurances	0,8	0,5	15,44	8,0	3,0
TOTAL milliers de F.....	32 531				
+ Bougueret - Couvreur - Landel	5 200				
Châtillon	20 065				
	57 796				

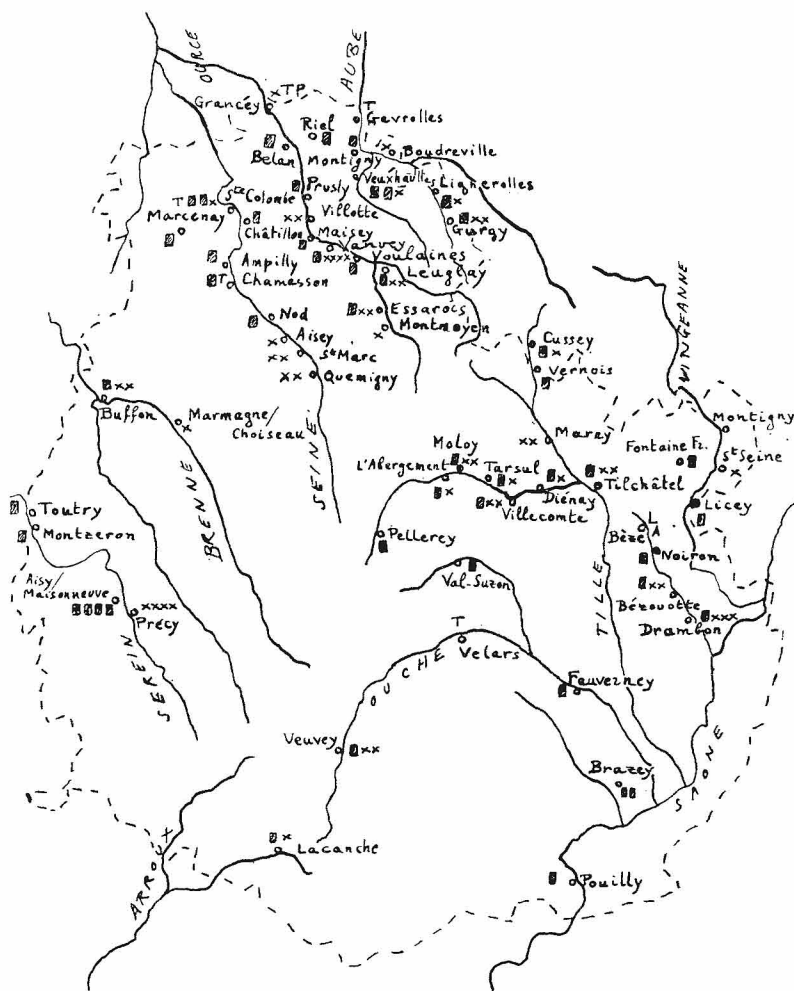
donc ces deux sociétés forment 44 %, le reste 56 % (ici 100 %).

1. Y compris les deux grosses sociétés sidérurgiques.

2. Y compris Thoureau 6 millions.

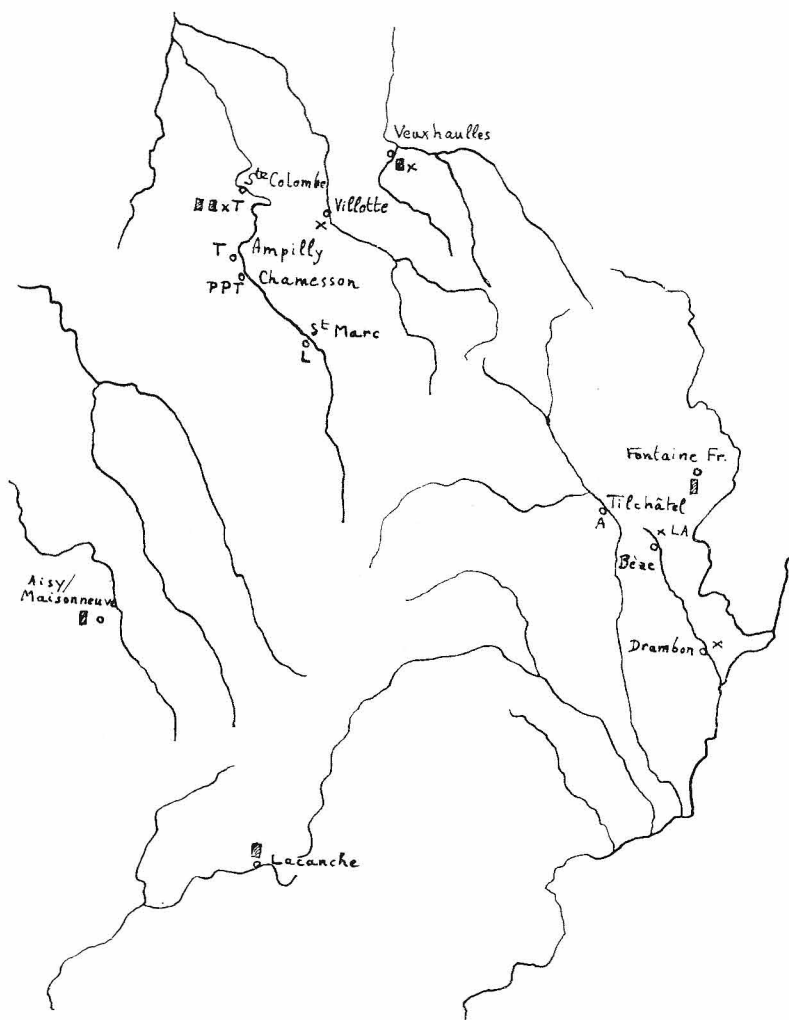
3. Non compris les 30 millions de Châtillon-Commentry (57,7 %).

HAUTS-FOURNEAUX ET FORGES EN COTE-D'OR
D'APRÈS L'ENQUÊTE DE 1841-1852



- H** haut fourneau
X forge
T tréfilerie
P pointerie
A aciérie
L laminoir

HAUTS-FOURNEAUX ET FORGES EN COTE-D'OR
D'APRÈS LA STATISTIQUE INDUSTRIELLE DE 1867



- haut fourneau
- X forge
- T tréfilerie
- P pointerie
- A aciérie
- L laminoir